

Ruth Ferrero-Turrión

Souveraineté Européenne

Commentaire sur les résultats
du sondage mené en Espagne

EUROPA



FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

UNE IDENTIFICATION FORTE À L'EUROPE

L'Espagne a toujours jugé l'UE essentielle à son processus de modernisation et sa transition démocratique. Cela a pu conduire à un regard envers l'UE qu'on pourrait qualifier d'« Européisme naïf », car dénué de toute critique des procédures et décisions adoptées par Bruxelles.

L'opinion publique s'est constamment montrée favorable à l'eupéanisation progressive du pays. Les données de l'Eurobaromètre apportent un éclairage intéressant à ce sujet et permettent de mieux comprendre les sentiments partagés des Espagnols sur la question de la souveraineté européenne.

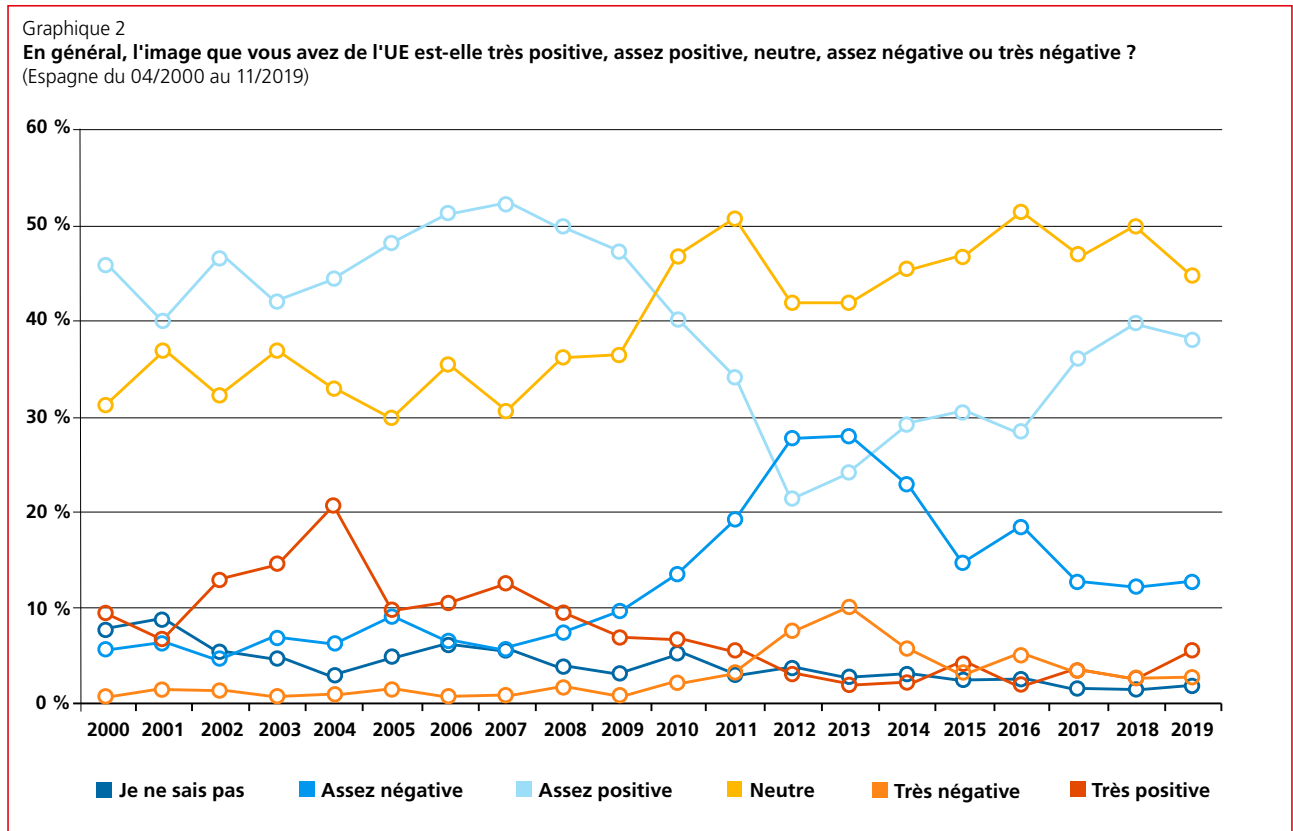
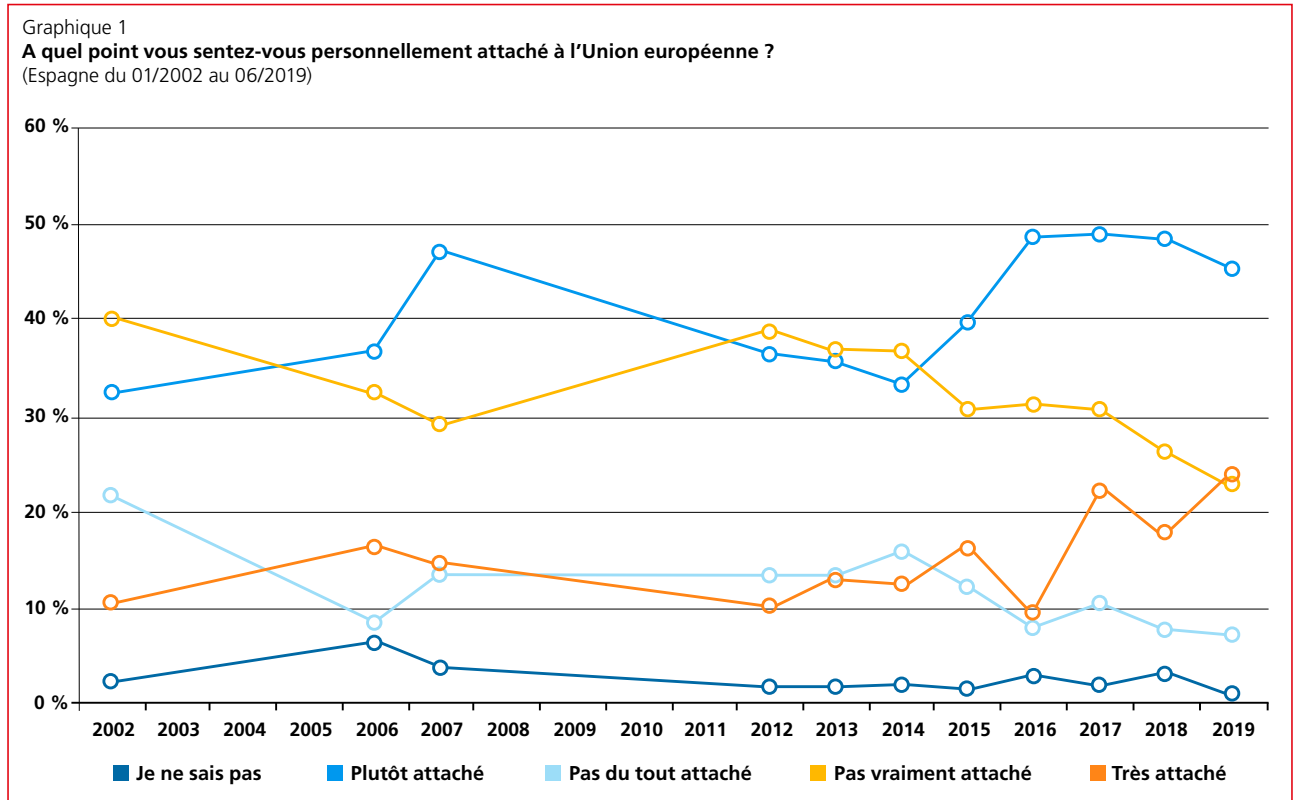
Comme le montrent ces graphiques, le seul moment où les Espagnols se sont montrés moins favorables à l'UE est à la suite de la crise économique survenue fin 2007. Ils avaient alors l'impression que l'Europe n'avait pas apporté une réponse suffisante et que les États d'Europe du Sud étaient considérés comme des « profiteurs » par des pays « frugaux » tels que l'Allemagne ou les Pays-Bas.

L'enquête Eurobaromètre Standard 92 a toutefois révélé à l'automne 2019 que l'Espagne était l'un des pays les plus pro-Européens et les plus optimistes quant à la sortie de la crise économique. Près de 9 Espagnols sur 10 (88 %) se sentaient citoyens européens – le deuxième score le plus élevé après le Luxembourg. Cette enquête a également montré que l'Espagne était très attachée à l'UE et à l'Europe : 71 % de la

population se déclarait attachée à l'UE et 73 % à l'Europe – des taux bien plus élevés que la moyenne européenne (55 % et 64 %). De la même manière, les Espagnols ont bien plus confiance dans les institutions supranationales telles que l'Union européenne ou l'ONU, que dans leurs institutions nationales, y compris les partis, les gouvernements et les parlements.

La crise sanitaire qui s'est abattue sur le monde entier, en particulier l'UE et l'Espagne, a sensiblement amélioré la perception de l'Europe et des avantages de la souveraineté européenne commune. Selon l'Eurobaromètre Standard 94, la seule institution en laquelle les Espagnols ont plus confiance est l'Union européenne (52 %, contre 49 % en moyenne au sein de l'UE). Le sentiment de citoyenneté européenne a toutefois baissé de 4 points par rapport à l'Eurobaromètre Standard 92. Cela s'explique notamment par un mécontentement général vis-à-vis de toutes les institutions pendant la pandémie.

En 2020, le concept de souveraineté européenne a notamment été associé à la capacité de l'UE à gérer la crise sanitaire, les États ne pouvant résoudre seuls cette crise. Depuis début 2021, la souveraineté européenne est étroitement liée à l'accès aux vaccins et à la stratégie de la Commission sur cette question. Pendant la pandémie de coronavirus, Bruxelles a modifié sa politique économique pour atténuer les conséquences sanitaires et socio-économiques de la crise. Et cela a amélioré le niveau de confiance des citoyens en la gestion de la pandémie, contrairement aux crises précédentes.



L'une des clés pour expliquer la position des Espagnols vis-à-vis de l'UE par rapport aux autres États membres est liée à la manière dont la relation entre l'État et la nation est comprise en Espagne. La structure territoriale de l'État est constamment remise en question par les nationalismes périphériques, en particulier dans le Pays basque espagnol et en Catalogne. Le terme de souveraineté est donc immédiatement associé aux revendications de souveraineté formulées par les nationa-

listes. C'est ce qui peut expliquer les particularités de l'Espagne, qui ne semblent pas être liées au fait que le pays soit organisé en monarchie constitutionnelle.

Les résultats de l'enquête sont tout à fait conformes aux tendances qui se dégagent des Eurobaromètres, selon lesquels les Espagnols comptent parmi les Européens qui ont le plus confiance dans les institutions européennes et qui s'identi-

fient le plus comme des citoyens européens. Bien que le concept de souveraineté soit associé aux forces nationalistes, les Espagnols affichent un score élevé sur cette question. L'UE est en effet perçue, à la fois dans le centre et dans les régions périphériques, comme un cadre normatif et politique auquel il est judicieux d'adhérer, indépendamment des conflits politiques internes.

BRUXELLES COMME GARANT DE LA DÉMOCRATIE

Les pays du Sud comme l'Espagne considèrent l'UE comme un garant de leur démocratie. Les données de l'Eurobaromètre semblent indiquer que moins les citoyens ont confiance dans leurs institutions nationales, plus ils ont confiance en l'UE. Autrement dit, à leurs yeux, la situation du pays est d'autant plus favorable que des instances supranationales s'emparent de certaines compétences.

Les gouvernements espagnols ont toujours été de fervents défenseurs de la supranationalisation des compétences. Ils seront donc toujours favorables à un accroissement des compétences exclusives et/ou partagées de l'UE, sauf dans les domaines de la politique étrangère et certains pans de la politique intérieure. Il est toutefois très probable que l'Espagne soit encline à modifier le processus de prise de décisions, à l'instar du passage de la majorité à la majorité qualifiée dans le Conseil des affaires étrangères.

Selon les résultats de l'enquête, certains pays d'Europe de l'Est voient en l'Europe un garant de leur propre souveraineté et de leur territorialité. C'est le cas de la Pologne et de la Lettonie qui ont dans le passé subi des annexions et même été rayées de la carte – des événements qui ont marqué leur mémoire collective. Le concept de souveraineté européenne est également perçu comme un garde-fou contre une éventuelle ingérence russe. Les pays du Sud n'étaient pas confrontés à ce risque, ils perçoivent la souveraineté européenne comme un transfert de la souveraineté à l'échelle supranationale.

Autrement dit, en Europe de l'Est, la souveraineté est vue sous le prisme de la sécurité et de la défense tandis qu'en Europe du Sud, elle est perçue comme la cession d'une partie de la souveraineté nationale à Bruxelles.

L'enquête semble indiquer que l'opinion publique appelle à une amélioration des processus de prise de décisions afin d'empêcher certains pays de bloquer des décisions en exerçant leur droit de veto.

Il ne s'agirait pas de réformer tout le système, mais plutôt de modifier certains processus, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense, pour mettre en œuvre un vote à la majorité qualifiée ou faire adopter les décisions grâce à une meilleure coopération.

Sur le plan de la politique sanitaire et environnementale, il est en revanche question d'un partage des compétences avec l'UE ou d'attribution de compétences exclusives à l'UE.

UNE VOLONTÉ D’AFFIRMATION À L’ÉCHELLE GLOBALE

L'UE ne pourra assurer sa capacité de produire, d'agir et de défendre ses valeurs que si elle engage un processus de réindustrialisation dans un cadre permettant de prendre plus rapidement des décisions en matière de sécurité et de défense, par exemple par des votes à majorité qualifiée. Cela permettrait à l'UE de faire entendre clairement sa voix dans ces domaines sur la scène internationale.

La lutte contre la menace terroriste, le changement climatique et les risques sanitaires implique une gouvernance coordonnée à plusieurs niveaux. Sans cela, l'UE pourrait voir émerger des nationalismes qui mettraient en péril le projet européen. Les États membres et l'UE doivent apporter une réponse commune à toutes les revendications des citoyens et veiller à ce que personne n'ait l'impression d'avoir été laissé de côté.

C'est précisément ce sentiment d'avoir été abandonnés et d'être les perdants de la mondialisation ou du projet européen qui a poussé de nombreux citoyens à rejoindre les rangs de l'extrême droite.

L'enquête révèle une rupture entre la population et ses dirigeants car, pour une majorité des personnes interrogées, cette paralysie est due au nationalisme. Un grand nombre de personnes interrogées citent par ailleurs des pressions externes qui pèsent sur l'UE pour empêcher son renforcement et son autonomie stratégique. Il se peut toutefois que cela s'explique par le nombre élevé de citoyens d'Europe de l'Est qui se sont toujours sentis menacés par la Russie.

LE PROJET EUROPÉEN EST VIVANT

La principale conclusion de cette enquête est la nécessité de déployer une stratégie commune pour que l'UE puisse concurrencer, à armes égales, les autres acteurs internationaux dotés d'une plus grande capacité d'action et de réaction. L'UE doit absolument prendre de l'ampleur pour jouer un rôle majeur sur le plan mondial, ce qui nécessite un travail d'équipe.

Le projet européen est bien vivant mais l'UE doit faire sa propre critique et identifier les axes d'amélioration. Sans plan d'amélioration global, qui ne laisse personne en marge, l'UE risque de perdre la confiance d'encore plus de personnes. Par ailleurs, une bonne gestion de la crise sanitaire et socio-économique pourrait redonner aux eurosceptiques confiance dans le projet européen.

Selon moi, le terme de souveraineté est adapté, bien qu'il doive être expliqué très clairement. Il est par ailleurs essentiel de distinguer le signifié (le mot) du signifiant (le concept qu'il désigne). Un même terme peut avoir un sens différent selon la personne et le pays. Il est donc primordial d'engager un travail pédagogique pour expliquer ce concept à tous les citoyens européens. Telle est, selon moi, la principale conclusion de l'enquête des fondations Friedrich-Ebert et Jean-Jaurès.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Dr Ruth Ferrero-Turrión, Université Complutense de Madrid

IMPRESSION

© Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021
Département pour la politique mondiale et européenne
Hiroshimastraße 28, 10785 Berlin, Allemagne

Responsable de cette publication dans la FES :
Dr. Ralf Hexel | Intégration européenne / Europe souveraine

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung ou des institutions auxquelles ils sont affiliés. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Cette publication est imprimée sur du papier issu de l'exploitation forestière durable.